

débat *militant*

Lettre éditée par des militants de la LCR | N° 74 | 22 septembre 2005

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- [En Allemagne comme en France, construire une alternative à la Social-démocratie et au réformisme !](#)
- [Brésil : la crise politique](#)

En Allemagne comme en France, construire une alternative à la Social- démocratie et au réformisme !

Depuis dimanche soir en Allemagne, il y a désormais une question et une certitude. La question est celle de savoir qui sera chancelier, de Gerhard Schröder ou d'Angela Merkel, mais elle est sans intérêt. Car il y a une certitude : ils ont tous les deux perdu les élections, et ce n'est évidemment pas par hasard !

Il est vrai qu'à « gauche », si l'on peut dire, Schröder n'a eu que son bilan pour se défendre. Depuis 1998, en partenariat avec les Verts, la social-démocratie a mené une série d'attaques ininterrompues et sans précédent contre le monde du travail : salaire, temps de travail, assurance-chômage, assurance-maladie, retraite, tout a été passé à la moulinette du libéralisme. Au bout du compte, la « gauche » en Allemagne a fini par faire mieux que la droite en France pour satisfaire le patronat. Mais solidarité oblige, François Hollande avec bien d'autres socialistes, s'est quand même senti obligé de défendre son « camarade » Schröder durant la campagne. Ce faisant, il a pris le risque de justifier un bilan pas vraiment engageant, donnant du même coup le sentiment qu'en cas de retour de la gauche au pouvoir ici en France en 2007, on pourrait bien avoir la même chose, c'est à dire une bonne politique de droite !

A droite pourtant, il a bien fallu se démarquer. D'abord en Allemagne. Tant que la candidate de la CDU, Angela Merkel, s'est contentée de dénoncer l'échec du gouvernement Schröder dans sa lutte contre le chômage, elle a pu surfer dans les sondages et sur les mécontents. Le désastre a commencé lorsqu'il a fallu annoncer la couleur et parler programme en ayant l'air d'en faire plus que son concurrent. Une partie de l'électorat, résignée à l'idée des « réformes inévitables », a quand même pris peur. Ce qui a permis à Schröder de jouer sur du velours, en expliquant qu'avec la droite ce serait pire, et qu'avec lui, promis, juré, ce serait plus social. Une ficelle un peu grosse mais qui lui a quand même permis de remonter in extremis : *danke schön Angela !*

Aux deux perdants s'est pourtant ajouté un trouble-fête : le Linkspartei ou « Parti de la gauche ». Comme un écho au vote du 29 mai en France, une partie de l'électorat s'est exprimée contre la politique libérale menée par la soi-disant gauche au pouvoir. Contre cette « fausse » gauche, c'est en quelque sorte une

« vraie » gauche qui serait sortie miraculeusement des urnes.

Certes, avec 8,7 % des voix, ce résultat a évidemment de quoi nous réjouir, car d'une manière ou d'une autre, cela sera perçu par tous ceux qui ont envie de se battre comme un encouragement, des deux côtés du Rhin d'ailleurs.

Mais comme le vote du 29 mai en France, le résultat a aussi une grande part d'ambiguïté. Le Linkspartei est peut être nouveau, mais Oskar Lafontaine, son dirigeant, n'est évidemment pas plus nouveau que Fabius ici en France.

Comme premier ministre de la Sarre et comme chef du SPD pendant des années, Oskar Lafontaine n'a pas peu contribué à la mise en place de la politique libérale que Schröder a ensuite poursuivie et aggravée. Depuis, on peut toujours imaginer qu'il a sans doute « *beaucoup réfléchi* » et « *beaucoup changé* », comme Fabius, en se souvenant qu'il s'est même payé le culot de démissionner de son poste de ministre des Finances du premier gouvernement Schröder en 1999, comme Chevènement à une autre époque. On sait pourtant ce que cela veut dire, c'est-à-dire pas grand chose, sinon d'avoir fait le pari de devenir un jour un recours possible en cas de discrédit trop important. Et c'est le cas aujourd'hui en Allemagne comme ce fut le cas pour les socialistes en France en 2002.

Il n'y a donc rien à espérer du côté de ces vieux politiciens. Mais il y a quand même un nouveau parti qui mérite sans doute davantage d'attention, et qui d'ores et déjà interpelle un peu tout le monde à gauche, également de ce côté-ci du Rhin !

Un espoir et un modèle ?

De nombreux commentaires ont en effet salué la percée du Linkspartei, notamment parmi les responsables de la gauche du oui, et parmi ceux de la gauche du non en France.

Pour les premiers, cela vaut surtout comme un avertissement : si Schröder a perdu (ou risque de perdre) la chancellerie, c'est à cause de « l'extrême gauche ». Après le 21 avril 2002, puis le coup de Trafalgar en 2005 en Allemagne, malheur si cela devait se reproduire une fois de plus en 2007 ! Bien sûr au Parti socialiste, on ne s'interroge nullement sur les raisons qui ont bien pu faire fuir les électeurs... Et on s'autorise, au passage, un glissement sémantique un peu rapide : le Linkspartei serait, c'est sûr, « extrême gauche » (mais il est vrai qu'à force de dériver à droite, on peut finir -malgré soi- par devenir extrême gauche de la Social-démocratie... ce qui ne prouve pas grand chose en réalité).

Du côté du non de gauche, le ton est évidemment bien différent. Pour Jean-Luc Mélenchon, « *l'émergence du Linkspartei est un élément positif : c'est une alternative entre l'abstention et la capitulation* ».. Mieux encore pour le PCF : « *L'émergence d'une nouvelle force alternative à gauche (...) favorise la constitution d'un rassemblement antilibéral et ne laisse pas de terrain à la droite extrême et populiste* » (cités dans *Le Monde* du mardi 20 septembre).

Cette confusion entre « *rassemblement antilibéral* » et « *nouvelle force alternative* », manifestement appréciée par le PCF qui se glisserait bien dans ces nouveaux habits, trace évidemment les limites d'une comparaison possible entre la situation en Allemagne et celle en France après le vote du 29 mai.

Elle pose en même temps un problème de fond qui interpelle aussi bien les militants révolutionnaires ici en France qu'outre-Rhin et mérite une clarification.

Car pour nous, à la LCR, qui militons pour la construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs et pour une alternative au capitalisme, la distinction s'impose à l'évidence.

C'est une chose de militer pour la construction d'un « front politique et social » avec ceux qui se disent même simplement opposés au libéralisme, et c'est évidemment une opportunité à saisir lorsqu'elle se présente. Car nous savons bien que pour arriver à rendre crédible à une échelle de masse notre projet communiste et révolutionnaire, il y a aussi et dès maintenant des combats partiels à mener, des étapes nécessaires qui peuvent être des ruptures même inachevées avec la gauche institutionnelle, même sur un terrain aussi ambigu que celui de l'antilibéralisme. Mais c'en est une autre de vouloir construire une force politique sur cette base. L'antilibéralisme, c'est à dire le réformisme le plus plat, avec son cortège d'illusions, n'est évidemment pas l'essentiel du combat que nous voulons mener et encore moins notre seul horizon.

Ce seul rappel devrait suffire pour ne pas voir dans la construction d'un parti qui se situerait sur ce terrain exclusivement un projet dans lequel extrême gauche devrait s'engouffrer.

Une incontestable dynamique à gauche ?

La question est d'autant plus importante que ce nouveau parti, avant même d'avoir fait un score électoral, a quand même fait quelques victimes et réussi à sa façon une petite performance en Allemagne : celle d'avoir fait disparaître presque toute la gauche radicale et extrême gauche, littéralement aspirées, à l'exception notable d'un groupe maoïste et des camarades du RSB (l'une des deux sections de la IV^e Internationale en Allemagne ¹) !

Encore une fois, que des militants révolutionnaires aient une politique en direction du Linkspartei, et notamment de ces nouveaux militants qui voudraient le rejoindre tout simplement parce que c'est désormais, à l'échelle de toute l'Allemagne, le parti qui peut paraître le plus à gauche, devrait être assez évident.

Mais de là à construire le Linkspartei en tant que tel, et à s'y fondre, c'est évidemment une autre affaire. Or tous les indices sur la création de ce parti né dans la précipitation électorale et sans congrès constitutif, il y a deux mois, sont pour le moins inquiétants.

De ce point de vue, c'est d'ailleurs le programme de ce parti qui nous dira le moins sur ce qu'il est susceptible de devenir. On peut se souvenir en effet qu'en arrivant au pouvoir en 1998, Schröder n'avait pas hésité à l'époque à signer un « contrat de gouvernement » avec les Verts, en promettant notamment le rétablissement des acquis sociaux précédemment perdus, le paiement intégral des congés maladie, de meilleurs remboursements en matière de santé et une législation plus protectrice en matière de licenciements... Or on sait bien que la coalition gouvernementale a ensuite fait tout le contraire.

Que le Linkspartei ait un programme guère différent est déjà en soi une indication sur ses limites, manifestement très sérieuses. Mais ajouter une ou deux mesures plus radicales ne changerait rien non plus à l'affaire, car leur valeur dépend surtout des militants qui dirigent réellement le parti, susceptible d'en faire un véritable objectif, ou au contraire un simple alibi.

De ce point de vue, la formation du Linkspartei est beaucoup plus révélatrice. Ce parti est né pour l'essentiel au sommet, de la juxtaposition de plusieurs appareils bureaucratiques bien intégrés jusqu'à présent dans la gestion du capitalisme allemand. D'un côté le WASG (*Alternative électorale Travail et Justice sociale*), qui a surtout rassemblé des notables du SPD convaincus de changer de casquette avant qu'il ne soit trop tard pour assurer leur réélection (sans avoir mené au préalable la moindre bataille politique dans leur ancien parti), et des responsables syndicaux guère plus combatifs (en réalité une partie de l'appareil bureaucratique des syndicats allemands qui a accompagné toutes les attaques du gouvernement, et qui voit désormais dans le bulletin de vote, et surtout pas dans les luttes qu'il a été incapable de mener, un moyen de faire pression sur le « camarade » Schröder !). De l'autre côté s'est adjoint l'appareil du PDS ex-stalinien qui, lui, a déjà eu le temps de faire la preuve de sa bonne volonté pour infliger des cures d'austérité dignes de celles du SPD de Schröder (notamment dans les gouvernements régionaux de Mecklembourg-Poméranie et de Berlin), tout en rêvant à haute voix de devenir un jour un partenaire acceptable de ce même SPD via le nouveau « parti de la gauche ».

C'est cet assemblage qui domine de fait le Linkspartei et contrôle entièrement ce parti. La présence de militants d'extrême gauche ou l'afflux probable de nombreux autres militants dans la période à venir n'y changeront pas grand-chose. Car pour briser les conservatismes d'appareils déjà bien constitués, et habitués à faire la chasse aux « gauchistes » (en tout cas bien mieux que d'impulser des luttes sociales !), il faut un certain nombre de conditions.

Il faut déjà une situation où il serait possible de s'appuyer sur les luttes de travailleurs, sur une véritable radicalisation sociale et politique dans le monde du travail, et ce n'est pas le cas.

Le Linkspartei est né d'illusions électoralistes qui se sont nourries justement d'un certain nombre d'échec sur le terrain des luttes. Il s'est construit pour les élections, et il va continuer à se construire par les élections. Ses premiers succès n'enclencheront aucune dynamique à gauche. Ce sera un appel d'air pour tous ceux qui croient qu'un parti se construit d'abord et avant tout avec des scores électoraux. Ce sera aussi et surtout un appel d'air pour tous ceux dont l'horizon ne sera pas la lutte des classes, mais la lutte des places pour les prochaines élections locales et régionales. Or celles-ci seront suffisamment fréquentes pour occuper de fait toutes les attentions du nouveau parti, comme cela a déjà été le cas dans le passé avec les Verts puis avec le PDS.

Pour une politique alternative

Les camarades du RSB qui défendent le drapeau de la IV^e Internationale en Allemagne sont peut être bien seuls aujourd'hui à résister à la tentation de se dissoudre dans la nouvelle gauche antilibérale ou qui se prétend telle. Mais ils ne sont pas isolés. Les luttes ouvrières et plus généralement le mouvement social ont certes connu des revers, mais ce dernier continue également à se nourrir d'un certain nombre de résistances.

Aux échéances électorales s'ajoutent heureusement des échéances sociales, comme le projet d'une nouvelle grande manifestation centrale à Berlin. On peut espérer également que de nombreux militants pourront sans doute profiter dans la période qui vient de l'appui que représente l'expression même simplement électorale d'un refus du libéralisme pour reprendre l'offensive sur le terrain des luttes. A ces militants, il n'est nul besoin pour qu'ils se rapprochent des révolutionnaires de leur proposer le détour et la confusion d'une nouvelle force pas vraiment nouvelle en réalité, tout juste un petit parti social-démocrate à peine relooké et en réalité franchement électoraliste

Au contraire. Il devrait être possible de proposer des convergences sur le terrain des luttes et bien des débats également pour approfondir les véritables enjeux politiques de la période. C'est en conservant leur indépendance politique vis-à-vis des partis réformistes que les révolutionnaires pourront le mieux aider ces militants à franchir même quelques pas en direction des idées révolutionnaires et d'une perspective commune.

Jean-François CABRAL

(1) Sont entrés dans le Linkspartei : L'ISL (l'une des deux fractions publiques de la IV^e Internationale en Allemagne) et deux autres groupes trotskystes (le SAV et Linksruck), ainsi que l'ancien parti stalinien de RFA (DKP) et d'anciens maos (DIDF). Sont restés indépendants : le RSB (l'autre fraction publique de la IV^e Internationale en Allemagne) et le groupe maoïste MLPD.



Brésil : la crise politique

La crise politique actuelle au Brésil ne tourne pas autour de la corruption mais du régime politique structuré après l'arrivée de Lula à la Présidence de la République –janvier 2003. Le gouvernement de Lula est un gouvernement bourgeois, avec la participation du PT et des différents partis de la classe dominante. Il a disposé de l'appui de l'administration Bush. Lula et son gouvernement ont perfectionné et approfondi une politique économique qui répond complètement et directement aux intérêts du capital financier. Mais il a été incapable d'assurer la stabilité et la continuité du gouvernement et d'un régime politique adaptés à la domination du système financier. L'émergence de la crise se situe au moment où Lula prépare sa nouvelle candidature pour 2006 et essaye de constituer un nouveau gouvernement à cet effet.

L'instabilité de l'Amérique Latine

À la différence de l'Équateur, de la Bolivie et de l'Argentine, la crise politique au Brésil se développe dans le cadre du recul du mouvement ouvrier et des masses, sans parler de leur intervention politique indépendante. Mais il y a un élément commun pratiquement entre tous les pays du continent : les gouvernements qui doivent assurer la continuité de la domination impérialiste et du régime capitaliste marqué par un parasitisme croissant, la domination financière, la privatisation - un ensemble de modalités du capitalisme qu'on résume un peu abusivement avec la formule du « néolibéralisme » - ont comme axe politique des partis de gauche et des partis liés à la social-démocratie, au castrisme, au stalinisme et autres variantes. Avec une formule un peu caricaturale mais pas inexacte, on peut dire qu'aujourd'hui l'Amérique Latine est gouvernée par Bush et la gauche ensemble.

Le gouvernement Lula est l'expression la plus concentrée de ce mouvement. Par ailleurs, vu la place du Brésil en Amérique Latine et dans le monde, la capacité de Lula à servir les intérêts de l'impérialisme est mise à rude épreuve d'une manière permanente. Condolezza Rice visitant le Brésil, en avril, lors d'un de ses premiers voyages, déclarait qu'elle était sûre de « *l'appui du gouvernement brésilien à la stabilité d'une Amérique Latine chaque fois plus volatile* ». La réalité est que Lula ne réussit pas à contenir Chavez ; les résultats sont meilleurs en Bolivie avec Evo Morales mais aussi insatisfaisants pour Washington.

Une brèche s'est ouverte entre le caractère bourgeois et de soumission au capital du gouvernement Lula, sa politique de paiement de la dette extérieure, l'ensemble de sa politique économique et sociale contre la classe ouvrière et les pauvres, et sa capacité à stabiliser les positions de l'impérialisme en Amérique Latine. C'est un des éléments clés de la crise.

La lutte de classe en Amérique Latine suscite à nouveau l'attention des militants ouvriers et révolutionnaires en France précisément parce qu'elle présente en même temps les éléments de la crise de domination capitaliste, de l'intervention de masses, de la présence des tendances et organisations révolutionnaires dans la classe ouvrière et les exploités et du déplacement vers la gauche – y compris la « gauche de la gauche » - des solutions politiques bourgeoises et impérialistes..

L'évolution du Parti des Travailleurs

Un des aspects centraux de cette crise est la désagrégation du Parti des Travailleurs. Lula avait initié ce processus, il y a longtemps et il avait fait du Parti une machine totalement adaptée à l'État bourgeois et à sa corruption. La bourgeoisie et l'impérialisme demandent toujours plus et n'acceptent aucune velléité d'autonomie de l'appareil du parti et du gouvernement. Ces contraintes s'imposent précisément du fait de la politique économique du gouvernement et de la nature du régime politique : contrôle direct de la part du capital financier, adaptation de l'ensemble de l'appareil de l'État, y compris les Municipalités, privatisations... Comme disent les analystes économiques : l'État est aujourd'hui plutôt un élément passif qu'actif, sans politique monétaire, avec un surplus budgétaire imposé que Lula a fait monter de 3,75 à 4,5 % du PBI...

Les élections qui viennent d'avoir lieu dans le PT pour élire une nouvelle direction sont très significatives. Le premier tour s'est déroulé le dimanche 18. Le parti a aujourd'hui 825 000 membres. La moitié ont rejoint le parti après 2003. Les masses ont voté pour le PT et le parti est structuré par le clientélisme, l'arrivisme, les fonctionnaires et les élus de l'État et des municipalités. D'ailleurs il n'a jamais été une organisation structurée par un programme de lutte. Dans le passé très lointain, sa force d'impulsion provenait du fait qu'il apparaissait comme l'expression politique unitaire des travailleurs dans les élections.

La crise de la direction du PT comprend à la fois le noyau historique et la gauche. Les partisans inconditionnels de Lula ont obtenu seulement 40 %, contre 70 % en 2001. Lula, personnellement, n'a pas voté pour marquer qu'il ne gouverne pas comme dirigeant du parti. La gauche s'est divisée en 5 candidatures, dont celle de Raul Pont, qui avaient le point commun de défendre le gouvernement et de critiquer la politique économique. Walter Pomar, qui est arrivé en deuxième position et qui devrait être le candidat commun de la gauche au deuxième tour, présente la politique économique de l'Argentine comme exemple opposé aux mesures du Ministre de Finances Palocci, c'est-à-dire une variation sur la même musique. Même dans cette crise, la gauche du PT a eu un comportement misérable et sans aucune envergure et ni perspective.

Quelle orientation ?

La délimitation totale avec le gouvernement Lula et avec le programme et les orientations du PT constitue la base élémentaire d'une politique de mobilisation et de lutte. Cette délimitation ne peut pas se faire seulement sur la base d'une critique de la politique économique et de la lutte contre la corruption. Il n'y a aucune raison pour participer comme « aile gauche » à la campagne de certains partis et fractions de la bourgeoisie contre le gouvernement.

La politique économique de Lula et la corruption des dirigeants du PT et du gouvernement constituent les maillons d'une longue chaîne. Toute la question aujourd'hui est de les combattre à partir des positions indépendantes et en tenant compte de la situation réelle du mouvement des masses.

Le gouvernement a essayé d'étouffer l'ensemble des organisations ouvrières et populaires, les syndicats,

les mouvements paysans, en le transformant en une prolongation de l'appareil de l'État, grâce à la bureaucratisation, la corruption, la cooptation.

Le mouvement ouvrier et de masses et l'avant-garde militante doivent à la fois conquérir un cadre d'élaboration politique et de mobilisation ; développer un programme d'urgence pour faire face à la crise politique et au désastre social et économique. La rupture avec le régime politique s'impose.

Quels mots d'ordre doivent être avancés pour faciliter la progression du mouvement ouvrier et des exploités ? La période ouverte par le PT sera dépassée et surmontée par une rupture révolutionnaire à travers un mouvement que sera cependant progressif, théorique et pratique. Les militants brésiliens font face à un énorme défi. Nous voulons contribuer à le relever à travers l'échange, la discussion, les combats communs. La France et l'Europe, le Brésil et l'Amérique Latine dégagent des questions politiques communes immédiates. Le débat militant est un levier révolutionnaire.

Marcelo N.



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débat***militant*. Merci.